

*Initiatives ministérielles*

Tout cela va absolument dans le sens contraire de l'orientation souhaitée au Canada, l'un des pays les plus riches du monde. Ce que nous voulons faire, c'est créer un milieu où tous les enfants pourront grandir dans l'espoir de vivre en santé, d'être scolarisés et de pouvoir mettre toutes leurs compétences au service de leur société. Pourtant, ce n'est pas ce que nous faisons.

Ce projet de loi entretient le climat de jalousie et de cupidité que ce gouvernement a soigneusement semé chez les Canadiens. Le gouvernement encourage cela, car ce qu'il dit dans ce projet de loi aux provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, c'est qu'elles ont toutes été choisies parmi les provinces canadiennes pour imposer une limite arbitraire au besoin des pauvres, des personnes âgées, des enfants et des nécessiteux. Même si elles contribuent toutes les trois à la richesse qui permet au gouvernement d'uniformiser les possibilités dans tout le pays, elles n'auront pas part aux ressources que notre pays doit contribuer pour le bien-être de ses citoyens les plus vulnérables.

On parle beaucoup de compétence à l'heure actuelle, de la capacité des divers niveaux de gouvernement de partager le pouvoir et les responsabilités dans un certain nombre de domaines: les affaires culturelles et les communications, l'environnement, la gestion de l'union économique ainsi que les affaires sociales. Et pourtant, on se trouve à violer ici le marché fondamental de la Confédération, à savoir que nous devons tout partager et nous traiter les uns les autres en égaux. Ce projet de loi vient à l'encontre de ce marché.

Il y a trois ans, ceux d'entre nous qui se méfiaient de l'Accord de libre-échange et qui craignaient qu'il ne nuise à nos programmes sociaux, se sont fait dire qu'ils faisaient peur, sans raison aucune, aux personnes âgées et aux pauvres. Ma foi, je tiens à passer ici en revue une série de modifications que le gouvernement actuel a apportées à la politique publique, plus particulièrement en ce qui concerne les programmes sociaux, depuis les élections de 1988.

Le gouvernement a désindexé les allocations familiales. Aux dépens de qui? Des gagne-petit de notre pays. Il réduit régulièrement le financement de logements à prix abordable, dont la pénurie constitue la principale cause de pauvreté parmi les enfants et les femmes du Canada.

• (1610)

D'une part, le gouvernement supprime le Programme d'aide à la remise en état des logements qui permettait aux locataires d'améliorer leurs logements, et d'autre part, il maintient des programmes destinés aux propriétaires.

On plafonne les contributions du gouvernement fédéral aux programmes offerts aux jeunes contrevenants, et on met ensuite en oeuvre une nouvelle Loi sur les jeunes

contrevenants qui punit les jeunes, alors qu'ils ne peuvent profiter d'aucun service.

On sabre dans les allocations familiales et on procède à la récupération des prestations de sécurité de la vieillesse. En ce qui concerne l'assurance-chômage, là encore, on demande aux plus défavorisés de combler les crédits de formation qui ont été coupés par le gouvernement depuis son élection. Je parle de défavorisés en l'occurrence, car il y a une limite aux cotisations à la caisse d'assurance-chômage. Ce sont ceux qui gagnent le moins qui cotisent le plus, en proportion.

Nous venons juste d'étudier le projet de loi C-20 où il est question de plafonner notre participation à notre programme d'assurance-maladie et nous voici encore en train de plafonner le Régime d'assistance publique du Canada qui est un maillon essentiel de notre filet de sécurité sociale.

Je tiens à dire au gouvernement que ceux qui effraient les Canadiens, ce ne sont pas les gens qui, il y a trois ans, disaient que, dans le cadre de l'Accord de libre-échange, on allait harmoniser nos programmes sociaux avec les Américains et que cela allait entraîner un accroissement de la pauvreté et de la déchéance humaine, car la situation à cet égard allait ressembler à ce qui se passe aux États-Unis; c'est plutôt le gouvernement qui a induit les Canadiens en erreur au sujet de l'importance qu'il attache à notre filet de sécurité sociale, à nos programmes sociaux, ainsi qu'à la dignité et au respect auxquels, selon nous, en tant que Canadiens, tous les être humains de notre société ont droit.

Depuis trois ans que l'Accord de libre-échange est mis en oeuvre, nous nous dirigeons progressivement et systématiquement sous le gouvernement actuel vers une harmonisation de nos programmes sociaux avec les programmes américains. Ainsi, ces programmes ne répondent plus à nos besoins, et on finit par créer des être humains inférieurs en les appauvrissant.

Ce projet de loi n'est que le dernier clou dans le cercueil.

Nous voici, moins de deux semaines avant Noël, en train d'étudier le deuxième d'une longue série de projets de loi—et il s'agit d'ailleurs de la 20<sup>e</sup> ou de la 25<sup>e</sup> mesure prise par le gouvernement à ce sujet—tendant à enfermer les gens dans la pauvreté et la dépendance au Canada.

Nous voilà donc, avant Noël, placés dans une situation où un nombre croissant de personnes tombent dans le besoin dans notre pays qui compte parmi les plus riches du monde. Ce n'est pas le type de pays que ceux qui nous ont précédés dans cette enceinte voulaient créer, et j'espère que je ne suis pas ici pour laisser à la prochaine génération et aux générations futures un pays de ce genre.